

Centre pour la Gouvernance Démocratique
Ouagadougou, Burkina Faso
12 Octobre 2015

Communiqué de Presse

Les Burkinabè attachés à la recherche de la Vérité, de la Justice sur l'insurrection populaire et à la lutte contre l'impunité

La plupart des Burkinabè optent pour une manifestation de la vérité sur l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014, selon la plus récente enquête Afrobaromètre.

Selon l'enquête menée en avril/mai 2015, seulement, la majorité des Burkinabè (62%) souhaitent que la lumière soit faite sur l'insurrection pour permettre au pays d'aller de l'avant. Mieux, pour près de sept Burkinabè sur dix, ceux qui sont suspectés de crime et de violation des droits de l'Homme au cours de l'insurrection populaire d'octobre 2014 devraient être tenus responsables et poursuivis pour ce qu'ils ont fait.

Ainsi, afin de permettre une paix durable et la réconciliation au Burkina Faso, les citoyens suggèrent par ordre de priorité : la poursuite judiciaire des suspects (40%), la confession et le pardon (23%), la recherche de la vérité (18%), l'amnistie générale (15%).

Dans le contexte politique burkinabè actuel, où la Commission de réconciliation nationale et des réformes a remis son rapport en septembre 2015, ces données viennent à point nommé pour fournir quelques orientations issues de l'opinion publique.

Résultats clés

- Plus de trois Burkinabè sur cinq (63%) affirment que la manifestation de la vérité sur ce qui s'est passé durant l'insurrection de fin octobre 2014 est nécessaire pour permettre au Burkina d'aller de l'avant (Figure 1).
- Environ sept Burkinabè sur dix (68%) affirment que ceux qui sont suspectés de crime et de violation des droits de l'Homme au cours de l'insurrection populaire d'octobre 2014 devraient être tenus responsables et poursuivis pour ce qu'ils ont fait, contre 31% qui prônent l'amnistie en faveur des suspects (Figure 2).
- Pour une paix durable, les Burkinabè suggèrent par ordre de priorité: la poursuite judiciaire des suspects et la condamnation des coupables (40%), la confession et le pardon (23%), la recherche de la vérité (18%), l'amnistie générale (15%).

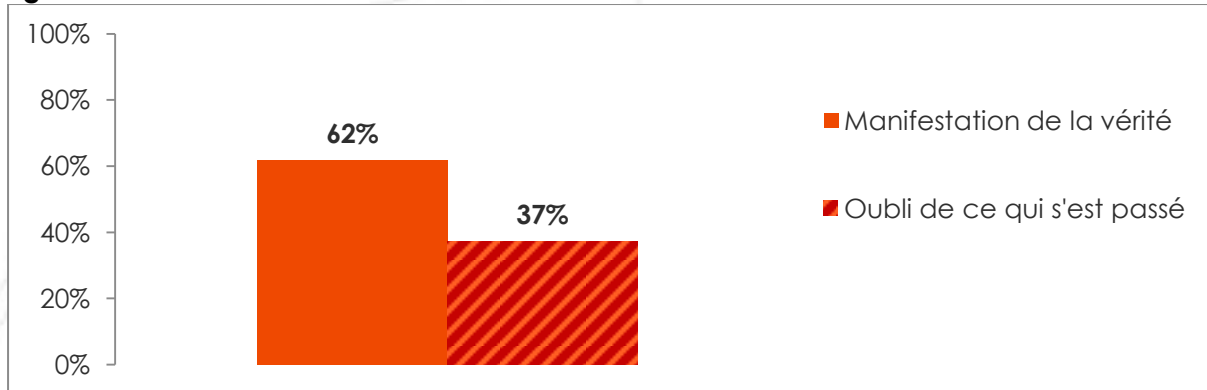
Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisane qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et les questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Burkina Faso, dirigé par CGD-IGD, a interviewé 1.200 adultes Burkinabè en Avril-Mai 2015. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/- 3% à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées au Burkina Faso en 2008, 2012 et 2015.

Figure

Figure 1: La manifestation de la vérité sur l'insurrection de fin octobre 2014

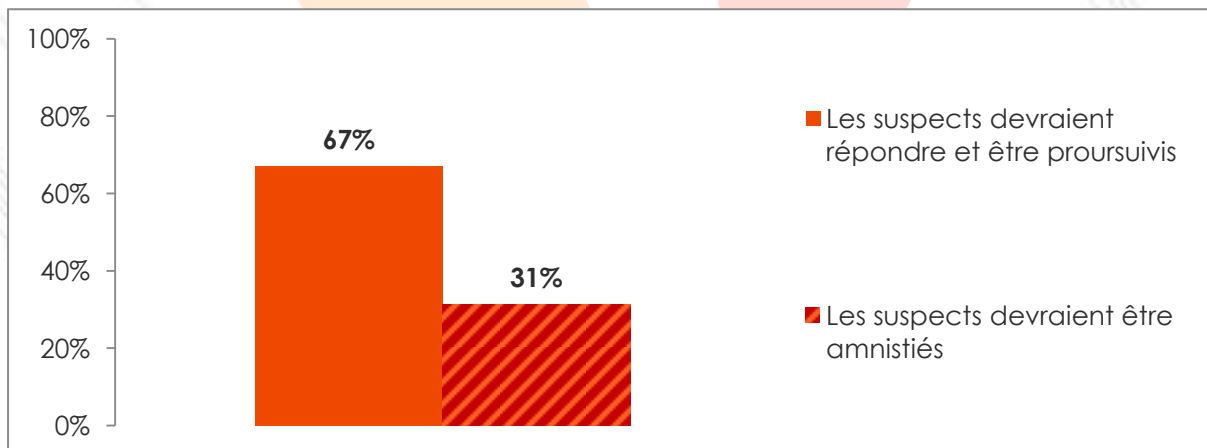


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.

Affirmation 1: La manifestation de la vérité sur ce qui s'est passé durant l'insurrection de fin octobre 2014 est nécessaire pour permettre au Burkina d'aller de l'avant

Affirmation 2: Pour permettre à notre pays de progresser, il serait mieux d'oublier ce qui s'est passé durant l'insurrection de fin octobre 2014

Figure 2: La responsabilité et la poursuite de ceux suspectés de crime et de violation des droits de l'Homme au cours de l'insurrection populaire

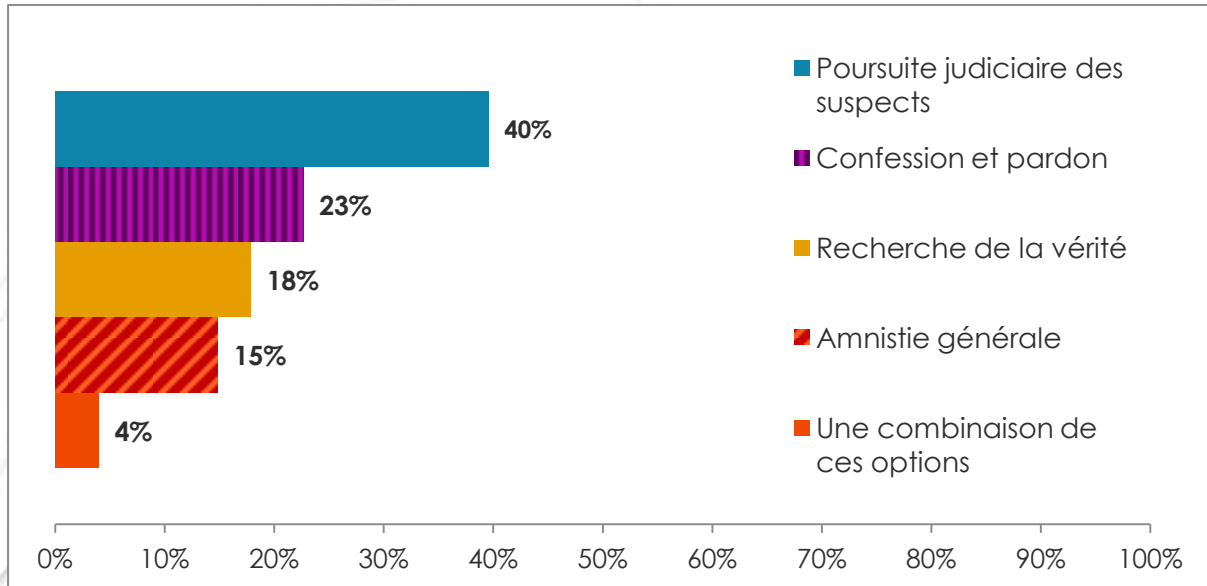


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.

Affirmation 1: Ceux qui sont suspectés de crime et de violation des droits de l'Homme au cours de l'insurrection populaire d'octobre 2014 devraient être amnistiés.

Affirmation 2: Ceux qui sont suspectés de crime et de violation des droits de l'Homme au cours de l'insurrection populaire d'octobre 2014 devraient être tenus responsables et poursuivis pour ce qu'ils ont fait

Figure 3: Les meilleures options pour une paix durable et la réconciliation au Burkina



Question posée aux répondants: A votre avis, laquelle des options suivantes est la meilleure pour une paix durable et la réconciliation au Burkina?

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Augustin LOADA

Email : aloada@hotmail.com

Agnès KABORE, Chargé du suivi-évaluation

Email: kaboreagnes@gmail.com

Téléphone: 25 37 44 96

Veillez consulter:

www.cgd-igd.org

www.afrobarometer.org

Veillez nous suivre sur Facebook et Twitter @Afrobarometer.